

0100



22. Jan. 1992

Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République du Paraguay

Vu la proposition du DFEP du 10 janvier 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et le Paraguay relatif à la promotion et à la protection réciproque des investissements entre la Confédération suisse et la République du Paraguay est approuvé.
2. Etant donné que l'accord est susceptible de recevoir quelques modifications rédactionnelles, le DFEP est autorisé à y apporter, d'entente avec le DFAE, lesdites modifications, pour autant que les dispositions concernées ne s'écartent pas des dispositions correspondantes d'APPI déjà approuvés.
3. Le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou son suppléant, l'Ambassadeur Nicolas Imboden, Délégué aux accords commerciaux, ou l'Ambassadeur Jacques Rial est chargé de signer l'accord.
4. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
5. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 12, alinéa (1) de l'accord.
6. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme:

Alfred Müller

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	10	-
		EDI		
	X	EJPD	10	-
		EMD		
	X	EFD	10	-
X		EVD	15	-
		EVED		
	X	BK	6	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-





Berne, le 10 janvier 1992

Au Conseil fédéral

Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République du Paraguay

1. Contexte général

Comme le souligne le Message concernant la conclusion de traités relatifs à la protection et à l'encouragement des investissements de capitaux du 17 novembre 1982 (FF 1982 III 973), les investissements de capitaux privés dans les pays en développement représentent un complément juridique aux diverses mesures de coopération au développement relevant du secteur public. En assurant une garantie juridique fondée sur un accord de droit international public l'investissement de capitaux privés suisses sera encouragé. De tels accord peuvent influencer de manière positive une décision d'investissement dans la mesure où ils contribuent à clarifier et à améliorer le statut de l'investisseur. Le fait qu'un Etat conclue un traité encourageant et protégeant les investissements peut être considéré comme l'expression de sa volonté d'assurer un climat d'investissements favorable aux placements de capitaux privés étrangers.

Jusqu'à présent, la Suisse a conclu avec plus de 50 Etats des accords de promotion et de protection des investissements ou des accords comportant une clause relative à la protection des investissements. En outre, des négociations et pourparlers sont en cours avec d'autres pays désireux de conclure un tel traité bilatéral.

2. Contenu de l'accord de promotion et de protection réciproque des investissements avec la République du Paraguay

Les accords de promotion et de protection des investissements conclus jusqu'ici et envisagés par la Suisse concordent dans une large mesure quant à leur contenu. Le texte conventionnel négocié avec la République du Paraguay retient les principes fondamentaux défendus par la Suisse dans ce domaine. Ainsi, les principes fixés dans la délégation de compétence à conclure des APPI du Parlement au Conseil fédéral (Arrêté fédéral du 27 septembre 1963 concernant la conclusion de traités relatif à la protection et à l'encouragement des investissements de capitaux, RS 975, et message du Conseil fédéral du 24 mai 1963) sont-ils respectés.

Les dispositions les plus importantes du présent accord règlent les points suivants:

Article 1er, alinéa (1)

Définition de l'investisseur

Pour une société, la qualité d'investisseur suisse est fonction des deux critères alternatifs suivants: son incorporation et son siège, d'une part, son contrôle, d'autre part.

Article 2, alinéa (2)

Champ d'application

Tombent sous le champ d'application tous les investissements effectués conformément à la législation avant ou après l'entrée en vigueur de l'accord. L'accord ne s'applique pas, quant aux personnes physiques, aux investisseurs possédant à la fois les nationalités suisse et paraguayenne, sauf si ces investisseurs ont leur domicile effectif hors du territoire du pays de l'investissement.

Article 3, alinéa (2)

Encouragement et admission des investissements

Une fois un investissement étranger admis sur le territoire d'une Partie Contractante, celle-ci s'efforcera, conformément à sa législation, de délivrer les autorisations nécessaires en relation avec cet investissement.

Article 4

Traitement des investissements

Chaque Partie Contractante assume sur une base non discriminatoire la protection des investissements effectués conformément à ses lois et règlements par un investisseur de l'autre Partie Contractante et assure sur son territoire un traitement juste et équitable à ces investissements. Ce traitement ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux investissements effectués sur son territoire par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de la nation la plus favorisée, si ce dernier traitement est plus favorable.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux avantages accordés en vertu d'accords établissant une zone d'intégration par une Partie Contractante aux investisseurs d'un Etat tiers.

Article 5

Libre transfert

Le libre transfert des paiements afférents à un investissement est accordé.

Article 6

Dépossession et indemnisation

Toute mesure d'expropriation ou de nationalisation doit être conforme aux prescriptions légales, prise dans l'intérêt public et donner lieu au paiement d'une indemnité effective et adéquate. Le montant de l'indemnité sera réglé dans une monnaie librement convertible et sera versé à l'ayant droit sans retard indu et sans égard à son domicile ou siège.

Article 9

Différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante

Au cas où un différend relatif à un investissement n'ait pas pu être réglé à l'amiable, l'investisseur pourra soumettre ce différend à la juridiction interne du pays d'investissement ou à une procédure d'arbitrage internationale. Le fait qu'un investisseur ait soumis un différend à la juridiction interne ne l'empêche pas de recourir par la suite à un tribunal d'arbitrage international si les tribunaux nationaux n'auront pas rendu de jugement final dans un délai de dix-huit mois. Pour l'arbitrage international, l'investisseur pourra choisir entre un tribunal d'arbitrage ad hoc établi, faute d'accord entre les parties au différend, selon les règles d'arbitrage de la CNUDCI (Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International) ou bien le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) institué par la Convention de Washington pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.

Article 10

Différends entre Parties Contractantes

Une procédure d'arbitrage est prévue en cas de différends entre les Parties Contractantes sur l'interprétation ou l'application de l'accord.

3. Adaptations éventuelles

Le texte de l'accord qui vous est soumis a été paraphé dans sa version anglaise par les chefs de délégation, le 17 octobre 1991. Il n'est pas exclu que certaines dispositions fassent encore l'objet de modifications rédactionnelles lors de la préparation des versions française et espagnole de l'accord. Nous vous demandons, d'une part, d'autoriser le DFEP à procéder, le cas échéant et d'entente avec le DFAE, à ces modifications et, d'autre part, d'approuver l'accord annexé, avec les éventuelles modifications. Si, contre toute attente, de telles modifications devaient sensiblement s'écarter des dispositions de l'accord, le Conseil fédéral serait appelé à se prononcer de nouveau.

4. Constitutionnalité de l'accord

L'article 8 de la constitution fédérale donne à la Confédération la compétence de conclure des traités internationaux.

En vertu de l'article premier de l'arrêté du 27 septembre 1963 (RS 975), le Conseil fédéral est autorisé à conclure de sa propre compétence des accords de protection et d'encouragement des investissements de capitaux.

5. Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

La conclusion du présent accord avec la République du Paraguay n'impose aucune charge à la Confédération et n'entraîne pas d'augmentation de personnel.

6. Prise de position des offices intéressés

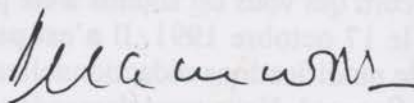
La Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la justice, la Direction du droit international public et l'Administration fédérale des contributions

sont d'accord avec la présente proposition.

7. Proposition

Nous fondant sur ces considérations, nous vous soumettons la proposition ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Pour publication:

dans le Recueil officiel

Annexes

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Accord de promotion et de protection réciproque des investissements avec la République du Paraguay (en anglais, langue dans laquelle l'accord a été négocié; les versions française et espagnole de l'accord sont en préparation)

Pour co-rapport à:

- ChF
- DFJP
- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à:

DFEP en 15 ex. (7 ex. SG, 8 ex. OFAEE)

DFJP en 10 ex.

DFAE en 10 ex.

DFF en 10 ex.

Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République du Paraguay

Vu la proposition du DFEP du 10 janvier 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et le Paraguay relatif à la promotion et à la protection réciproque des investissements entre la Confédération suisse et la République du Paraguay est approuvé.
2. Etant donné que l'accord est susceptible de recevoir quelques modifications rédactionnelles, le DFEP est autorisé à y apporter, d'entente avec le DFAE, lesdites modifications, pour autant que les dispositions concernées ne s'écartent pas des dispositions correspondantes d'APPI déjà approuvés.
3. Le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou son suppléant, l'Ambassadeur Nicolas Imboden, Délégué aux accords commerciaux, ou l'Ambassadeur Jacques Rial est chargé de signer l'accord.
4. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
5. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 12, alinéa (1) de l'accord.
6. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme:

AGREEMENT
 BETWEEN
 THE REPUBLIC OF PARAGUAY
 AND
 THE SWISS CONFEDERATION
 ON THE PROMOTION AND RECIPROCAL PROTECTION
 OF INVESTMENTS

Preamble

The Government of the Republic of Paraguay and the Swiss Federal Council,

DESIRING to intensify economic cooperation to the mutual benefit of both States,

INTENDING to create and maintain favourable conditions for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

RECOGNIZING the need to promote and protect foreign investments with the aim to foster the economic prosperity of both States,

HAVE agreed as follows:

Article 1

Definitions

For the purpose of this Agreement:

(1) The term "investor" refers to:

(i) with respect to the Republic of Paraguay:

(a) natural persons who, according to Paraguayan law are considered to be its nationals;

...///...

Ministerio de Relaciones Exteriores

...///...

-2-

- (b) legal entities constituted in accordance with Paraguayan law and have their seat in the territory of the Republic of Paraguay.
- (ii) with respect to Switzerland:
- (a) natural persons who, according to Swiss law are considered to be its nationals;
 - (b) legal entities, including companies, corporations, business associations and other organisations, which are constituted or otherwise duly organised under Swiss law and have their seat, together with real economic activities, in the territory of Switzerland;
 - (c) legal entities established under the law of any country which are, directly or indirectly, controlled by Swiss nationals or by legal entities having their seat, together with real economic activities, in the territory of Switzerland.
- (2) The term "investments" shall include every kind of assets and particularly:
- (a) movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as servitudes, mortgages, liens, pledges;
 - (b) shares, parts or any other kinds of participation in companies;
 - (c) claims to money or to any performance having an economic value;
 - (d) copyrights, industrial property rights (such as patents, utility models, industrial designs or models, trade or service marks, trade names, indications of origin), know-how and goodwill;
 - (e) concessions under public law, including concessions to search for, extract or exploit natural resources as well as all other rights given by law, by contract or by decision of the authority in accordance with the law.

...///...

17

...///...

-3-

- (3) The term "returns" means the amounts yielded by an investment and in particular, though not exclusively, includes profits, interest, capital gains, dividends and royalties or fees.
- (4) The term "territory" refers to the territory of the State concerned over which that State may exercise sovereign rights or jurisdiction in accordance with international law.

Article 2

Scope of Application

- (1) The present Agreement shall apply to investments in the territory of one Contracting Party, admitted in accordance with its legislation, prior or after the entry into force of the Agreement, by investors of the other Contracting Party. It shall, however, not be applicable to divergencies or disputes which have arisen prior to its entry into force.
- (2) This Agreement shall not apply to investments of natural persons who are nationals of both Contracting Parties, unless such persons have at the time of the investment and ever since been domiciled outside the territory of the Contracting Party in which the investment was made.

Article 3

Promotion, admission

- (1) Each Contracting Party shall in its territory promote as far as possible investments by investors of the other Contracting Party and admit such investments in accordance with its laws and regulations.
- (2) When a Contracting Party shall have admitted an investment on its territory, it shall grant the necessary permits in connection with such an investment and with the carrying out of licensing agreements and contracts for technical, commercial or administrative assistance. Each Contracting Party shall, whenever needed, endeavour to issue the necessary authorizations concerning the activities of consultants and other qualified persons of foreign nationality.

...///...

12

Ministerio de Relaciones Exteriores

...///...

-4-

Article 4

Protection, treatment

- (1) Each Contracting Party shall protect within its territory investments made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party and shall not impair by undue or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment, extension, sale and, should it so happen, liquidation of such investments. In particular, each Contracting Party shall issue the necessary authorizations mentioned in Article 3, paragraph (2) of this Agreement.
- (2) Each Contracting Party shall ensure fair and equitable treatment within its territory of the investments of the investors of the other Contracting Party. This treatment shall not be less favourable than that granted by each Contracting Party to investments made within its territory by its own investors, or than that granted by each Contracting Party to the investments made within its territory by investors of the most favoured nation, if this latter treatment is more favourable.
- (3) The treatment of the most favoured nation shall not apply to privileges which either Contracting Party accords to investors of a third State because of its membership in, or association with a free trade area, a customs union or a common market.

Article 5

Free transfer

Each Contracting Party in whose territory investments have been made by investors of the other Contracting Party shall grant those investors the free transfer of the payments relating to these investments, particularly of:

- (a) returns;
- (b) repayments of loans;
- (c) amounts assigned to cover expenses relating to the management of the investment;

...///...

12

...///...

-5-

- (d) royalties and other payments deriving from rights enumerated in Article 1, paragraph (2), letters (c), (d), and (e) of this Agreement;
- (e) additional contributions of capital necessary for the maintenance or development of the investment;
- (f) the proceeds of the sale or of the partial or total liquidation of the investment, including possible increment values.

Article 6

Dispossession, compensation

- (1) Neither of the Contracting Parties shall take, either directly or indirectly, measures of expropriation, nationalization or any other measures having the same nature or the same effect against investments of investors of the other Contracting Party, unless the measures are taken for the public benefit as established by law, on a non discriminatory basis, under due process of law, and provided that provisions be made for effective and adequate compensation. The amount of compensation, interest included, shall be settled in the currency of the country of origin of the investment and paid without undue delay to the person entitled thereto without regard to its residence or domicile.
- (2) The investors of one Contracting Party whose investments have suffered losses due to a war or any other armed conflict, revolution, state of emergency or rebellion, which took place in the territory of the other Contracting Party, shall benefit, on the part of the latter, from a treatment in accordance with Article 4, paragraph (2) of this Agreement as regards restitution, indemnification, compensation or other valuable consideration.

Article 7

More favourable provisions

Notwithstanding the terms set forth in the present Agreement, more favourable provisions which have been or may be agreed upon by either of the Contracting Parties with an investor of the other Contracting Party are applicable.

...///...

Ministerio de Relaciones Exteriores

...///...

-6-

Article 8

Principle of subrogation

Where one Contracting Party has granted any financial guarantee against non-commercial risks in regard to an investment by one of its investors in the territory of the other Contracting Party, the latter shall recognize the rights of the first Contracting Party by virtue of the principle of subrogation to the rights of the investor when payment has been made under this guarantee by the first Contracting Party.

Article 9

Disputes between a Contracting Party

and an investor of the other Contracting Party

- (1) For the purpose of solving disputes with respect to investments between a Contracting Party and an investor of the other Contracting Party and without prejudice to Article 10 of this Agreement (Disputes between Contracting Parties), consultations will take place between the parties concerned with a view to solving the case, as far as possible, amicably.
- (2) If these consultations do not result in a solution within six months from the date of request for settlement, the investor may submit the dispute either to the national jurisdiction of the Contracting Party in whose territory the investment has been made or to international arbitration. In the latter event the investor has the choice between:
 - (a) the International Centre for Settlement of Investment Disputes (I.C.S.I.D.) instituted by the Convention on the settlement of investment disputes between States and nationals of other States, opened for signature at Washington D.C., on March 18, 1965;
 - (b) an ad hoc arbitral tribunal which, unless otherwise agreed upon by the parties to the dispute, shall be established under the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law (U.N.C.I.T.R.A.L.).

...///...

12

M

...///...

-7-

- (3) In case the investor has submitted the dispute to national jurisdiction he may not appeal to one of the arbitral tribunals mentioned in paragraph (2) of this Article, unless after a period of 18 months there is no final judgement by the competent national court.
- (4) Each Contracting Party hereby consents to the submission of an investment dispute to international arbitration.
- (5) The Contracting Party which is a party to a dispute shall not at any time during the procedures assert as a defence its immunity or the fact that the investor has received compensation under an insurance contract covering the whole or part of the incurred damage or loss.
- (6) The arbitral tribunal shall decide on the basis of the present Agreement and other relevant agreements between the Contracting Parties; of the terms of any particular agreement that may have been concluded with respect to the investment; of the law of the Contracting State party to the dispute, including its rules on the conflict of laws; of such principles and rules of international law as may be applicable.
- (7) The decisions of the tribunal are final and binding for the parties to the dispute.

Article 10

Disputes between Contracting Parties

- (1) Disputes between Contracting Parties regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall be settled through diplomatic channels.
- (2) If both Contracting Parties cannot reach an agreement within twelve months after the beginning of the dispute between themselves, the latter shall, upon request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal of three members. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator, and these two arbitrators shall nominate a chairman who shall be a national of a third State.

...///...

12/

12/

Ministerio de Relaciones Exteriores

...///...

-8-

- (3) If one of the Contracting Parties has not appointed its arbitrator and has not followed the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within two months, the arbitrator shall be appointed upon the request of that Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
- (4) If both arbitrators cannot reach an agreement about the choice of the chairman within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.
- (5) If, in the cases specified under paragraphs (3) and (4) of this Article, the President of the International Court of Justice is prevented from carrying out the said function or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented or if he is a national of either Contracting Party, the appointment shall be made by the most senior Judge to the Court who is not a national of either Contracting Party.
- (6) Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.
- (7) The decisions of the tribunal are final and binding for each Contracting Party.

Article 11

Observance of commitments

Either Contracting Party shall constantly guarantee the observance of the commitments it has entered into with respect to the investments of the investors of the other Contracting Party.

...///...

22. Jan. 1982

...///...


-9-

Article 12

Final provisions

- (1) This Agreement shall enter into force on the day when both Governments have notified each other that they have complied with the constitutional requirements for the conclusion and entry into force of international agreements, and shall remain binding for a period of ten years. Unless written notice of termination is given six months before the expiration of this period, the Agreement shall be considered as renewed on the same terms for a period of five years, and so forth.
- (2) In case of official notice as to the termination of the present Agreement, the provisions of Article 1 to 11 shall continue to be effective for a further period of ten years for investments made before official notice was given.

Done at , on , in six originals, two in Spanish, two in French, and two in English language, each text being equally authentic. In case of divergencies the English text shall prevail.



FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF
PARAGUAY



FOR THE SWISS FEDERAL
COUNCIL

12